

Des mouvements sociaux représentant plus de 200 millions de personnes dénoncent l'emprise du secteur privé sur le Sommet sur le Climat de Ban Ki-moon

Source : <http://climatespace2013.wordpress.com>, 17 sept 14

Des mouvements sociaux comme La Via Campesina, OilWatch International, Global Forest Coalition, Migrants Rights International, Indigenous Environmental Network, Grassroots Global Justice Alliance, Attac France et plus de 330 organisations (1), représentant plus de 200 millions de personnes dans le monde, notamment des paysans et des petits agriculteurs, des populations indigènes, des migrant-e-s, des travailleur-se-s, des femmes, des personnes de couleur, des militants pour la justice climatique et environnementale, dénoncent l'emprise du secteur privé et des multinationales sur le Sommet sur le climat organisé par M. Ban Ki-Moon. Dans une déclaration commune publiée le 16 septembre, ils plaident pour des changements systémiques, et contre les initiatives basées sur des partenariats public-privé et des mécanismes de marché qui structurent actuellement l'ordre du jour du Sommet, comme les projets REDD + et d'agriculture urbaine intelligente face au climat (« climate smart agriculture ») ou encore les projets liés à l'initiative Energie renouvelable pour tous (« Sustainable Energy for All – SE4All »)

La déclaration exige de prendre dix actions concrètes pour éviter le chaos climatique, y compris d'immédiats engagements contraignants pour rester en deçà de 1,5 °C de réchauffement global. Les mouvements sociaux maintiennent leur mise en garde contre ce qu'ils appellent les « fausses solutions » et les actions nocives que les grandes entreprises, invitées par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon à jouer un rôle majeur, promeuvent.

Pour Geneviève Azam, porte-parole d'Attac France, « les négociations sur le changement climatique sont dominées par des Etats irresponsables, des pollueurs et des entreprises qui ne se soucient que de leurs propres intérêts, que ce soit à travers de nouvelles exploitations d'énergies fossiles, de nouveaux marchés carbone ou d'autres fausses solutions telles que les agro-énergies industrielles qui détruisent les forêts, les sols, les zones humides, les rivières, les mangroves et les océans »

Selon Carlos Marentes, membre de la Via Campesina, « le sommet sur le climat de New York est organisé en grande pompe mais ne propose aucune alternative systémique véritable. Au contraire il encourage plusieurs fausses solutions d'une économie verte qui n'en a que le nom, telles que de dangereuses solutions techno-scientifiques ou des mécanismes de marché qui feront plus de mal que de bien. Il refuse de reconnaître que le changement climatique est le résultat d'un système économique injuste qui poursuit une croissance sans fin, concentre les richesses dans les mains de quelques-uns et surexploite la nature jusqu'à l'effondrement ».

Les mouvements sociaux soulignent que vouloir stopper les dérèglements climatiques impliquerait de mettre fin au régime de libre-échange qui permet de poursuivre une croissance sans fin et d'assurer des profits sans limite aux multinationales. Ils appellent à mettre fin aux négociations, le plus souvent secrètes, visant à étendre le régime de libre-échange et d'investissements de l'OMC, ainsi que celles de l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), de l'Accord de libre-échange nord-américain (TAFTA) et d'autres accords bilatéraux, régionaux ou multilatéraux qui cherchent à marchandiser toutes les dimensions de la nature. Pour Nnimmo Bassey, de l'organisation Health of Mother Earth Foundation (HOMEF), « ces accords minent les populations qui travaillent, détruisent la nature, et réduisent considérablement la capacité des

populations à définir leurs propres priorités économiques, sociales et environnementales ».

Le Sommet de New York est présenté comme une étape importante sur la route de la 21^{ème} conférence des parties (COP) de la Convention de l'ONU sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris en 2015. Mais les mouvements sociaux soulignent que cela exigerait des engagements légalement contraignants et une réelle volonté de changement, et non la poursuite du statu-quo tel qu'actuellement proposé. « Bien-entendu qu'il faut des actions concrètes ! Mais pas n'importe lesquelles. Nous ne voulons plus d'engagements volontaires et de promesses vides. Il sera impossible d'éviter le chaos climatique, si nous ne faisons rien pour nous attaquer à l'inaction des gouvernements subordonnés aux intérêts d'entreprises polluantes. Il est essentiel de renforcer nos luttes concrètes sur le terrain et de concentrer nos énergies sur la transformation du système capitaliste », conclut Cindy Wiesner de Grassroots Global Justice.

(1) La déclaration et la liste complète des signataires est disponible ici [voir la déclaration ci-dessous] : <http://climatespace2013.wordpress.com/2014/09/16/se-mobiliser-et-sorganiser-pour-eviter-et-stopper-la-fievre-de-la-planete/>

Pour toute interview, prise de contact, demande de renseignements, merci de contacter :

Annelies Schorpion annelies.schorpion@viacampesina.org (français, anglais et espagnol)

Maxime Combes maxime.combes@gmail.com (français, anglais et espagnol)

Alberto Zoratti azoratti@yahoo.it (Italien et anglais)

Sha Grogan-Brown sha@ggjalliance.org (anglais et espagnol) – téléphone (Etats-Unis) : +1-917-586-9044

Déclaration

Se mobiliser et s'organiser pour éviter et stopper la fièvre de la planète !

Source : <http://climatespace2013.wordpress.com>, sept 2014

Lorsque nous, les êtres humains, avons de la fièvre, nous nous inquiétons immédiatement et nous agissons. Après tout, nous savons que lorsque la température de notre corps augmente de 1,5°C, jusqu'à 2°C au dessus de la moyenne, c'est sérieux, tandis qu'une augmentation de 4-6°C, ou plus, peut conduire au coma voire à la mort.

Il en est de même quand la Terre est touchée par la fièvre. Au cours des 11.000 dernières années, la température moyenne de la planète était d'environ 14°C. L'augmentation de la température moyenne globale est d'ores-et-déjà d'environ 1°C. Si nous ne prenons pas les mesures appropriées tout de suite pour arrêter la propagation de cette fièvre, les prévisions nous disent que la planète est sur la voie d'une augmentation de la température moyenne comprise entre 2°C et 6°C d'ici la fin du siècle. Dans ces conditions, la vie sur Terre, telle que nous la connaissons, pourrait changer radicalement.

Nous n'avons pas d'autre choix que de passer immédiatement à l'action. Mais pas n'importe quelle action, une action juste, au bon moment. Par exemple, lorsqu'un être humain a de la fièvre, il doit se reposer, s'hydrater abondamment, prendre le bon médicament et, si la fièvre persiste et continue d'augmenter, il doit aller voir un médecin pour identifier la véritable cause de la fièvre, qui peut aller d'une simple infection à des maladies mortelles comme le cancer.

La bonne prescription

Dans le cas de la fièvre planétaire, la bonne prescription nécessite de mener et d'appliquer, *a minima*, les 10 actions suivantes :

1. Prendre des engagements contraignants immédiats – et non des engagements volontaires – pour maintenir l'augmentation de la température globale en deçà de 1,5°C d'ici la fin du siècle, en réduisant les émissions de gaz à effets de serre en deçà de 38 gigatonnes d'ici 2020.
2. Laisser reposer la Terre en prenant des engagements contraignants pour maintenir plus de 80% des réserves connues d'énergies fossiles dans le sol et sous le plancher des océans.
3. Abandonner les logiques extractivistes en imposant des interdictions sur toute nouvelle exploration et exploitation de pétrole, de sables bitumineux, d'hydrocarbures de schiste, le charbon, d'uranium et de gaz naturel, y compris sur la construction de nouvelles infrastructures comme le pipeline Keystone XL.
4. Accélérer le développement et la transition vers des énergies alternatives renouvelables comme l'éolien, le solaire, la géothermie et l'énergie marémotrice basées sur une propriété et un contrôle collectifs et citoyens.
5. Promouvoir la production et la consommation de produits locaux et durables pour répondre aux besoins fondamentaux des populations et éviter le transport de marchandises qui peuvent être produits localement.
6. Transformer les agricultures industrialisées et orientées à l'exportation vers des productions agricoles répondant aux besoins alimentaires locaux basés sur la souveraineté alimentaire.
7. Adopter et appliquer des stratégies de zéro déchets pour le recyclage et l'élimination des déchets ainsi que pour la rénovation des bâtiments dans le but de réduire les consommations d'énergie liées au chauffage.
8. Améliorer et développer les transports en commun pour le déplacement des personnes et des marchandises dans les centres urbains et entre les villes des régions urbanisées par des lignes ferroviaires efficaces.
9. Développer de nouveaux secteurs de l'économie visant à créer de nouveaux emplois qui rétablissent l'équilibre du système Terre, tels que des « *emplois favorables au climat* » (*climate jobs*) pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et restaurer la planète.
10. Démanteler l'industrie de l'armement et l'infrastructure militaire dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre générées par la guerre, et de récupérer les budgets militaires pour promouvoir une paix véritable.

Les mauvaises prescriptions

Dans le même temps, nous devons également être conscients que toutes les actions ne sont pas des mesures appropriées et que certaines initiatives peuvent aggraver la situation. Notre défi le plus urgent réside sans doute dans le fait que les grandes entreprises détournent l'agenda climatique à leur profit pour tirer avantage des crises. En réponse, nous devons leur envoyer un message fort et clair : « Arrêtez d'exploiter la tragédie du changement climatique » !

Plus précisément, nous devons résister au « *verdissement du capital* », présenté comme la solution, en rejetant les politiques, stratégies et mesures suivantes :

- La marchandisation, la financiarisation et la privatisation des fonctions de la nature à travers la promotion d'une « *économie verte* » factice qui consiste à mettre un prix sur la nature et créer de nouveaux marchés de dérivés qui ne feront qu'augmenter les inégalités et accélérer la destruction de la nature.
- Cela signifie dire non aux dispositifs REDD (Réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts), aux projets d'« *Agriculture intelligente face au*

climat» (*climate smart agriculture*), de Blue Carbon et de compensation de la biodiversité, qui sont tous conçus pour créer de nouvelles activités à but lucratif pour le secteur privé et financier.

- Rejeter les solutions techno-scientifiques telles que la géo-ingénierie, les organismes génétiquement modifiés, les agrocarburants, la bio-énergie industrielle, la biologie synthétique, les nanotechnologies, la fracturation hydraulique, les projets nucléaires, la production d'énergie basée sur l'incinération des déchets etc.
- S'opposer aux grands projets d'infrastructures inutiles qui ne bénéficient pas à la population et qui sont des contributeurs nets à l'effet de serre tels que les mégabarrages, les autoroutes, les stades de coupes du monde, etc.
- Mettre fin aux accords de libre-échange et d'investissements qui encouragent les profits commerciaux internationaux, minent les populations qui travaillent, détruisent la nature, et réduisent considérablement la capacité des populations à définir leurs propres priorités économiques, sociales et environnementales.

Traitement préventif

En plus d'identifier les bonnes et les mauvaises prescriptions, il est fondamental de nommer la maladie qui provoque et génère cette fièvre planétaire permanente. Si nous ne le faisons pas, la fièvre ne cessera de s'aggraver d'une manière beaucoup plus agressive. Nous devons évaluer les causes structurelles de la maladie afin de résister à la tempête.

Les scientifiques ont clairement montré que l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre a commencé il y a 250 ans avec la révolution industrielle et s'est accélérée au cours du siècle dernier. De cette analyse, il est clair que le modèle industriel extractiviste et productiviste au profit de quelques-uns est la principale cause du problème. Nous devons remplacer le capitalisme par un nouveau système qui vise l'harmonie entre les humains et la nature, et non maintenir un modèle de croissance sans fin que le système capitaliste favorise afin d'accroître les profits. Nous avons besoin d'un système qui lie le changement climatique et les droits humains, assurant la protection des populations les plus vulnérables, comme les migrants, et reconnaissant les droits des populations autochtones.

La Terre-Mère et ses ressources naturelles ne peuvent pas supporter les besoins de surconsommation et de surproduction de la société industrielle moderne globalisée. Nous avons besoin d'un nouveau système qui réponde aux besoins de la majorité et non de quelques-uns. Pour aller dans ce sens, nous avons besoin d'une redistribution de la richesse qui est aujourd'hui contrôlée par 1% de la population mondiale. En retour, cela exige une nouvelle définition du bien-être et de la prospérité sur la planète, dans le cadre des limites et de la reconnaissance des droits de la Nature.

Pour conclure, nous avons besoin de nous organiser et de nous mobiliser en Septembre, à New York et partout sur la planète, pour impulser un processus de transformation des causes structurelles de la crise climatique.

Premières organisations signataires :

Alternatives International, ATTAC – France, [...]

Voir la suite des signataires sur

<http://climatespace2013.wordpress.com/2014/09/16/se-mobiliser-et-sorganiser-pour-eviter-et-stopper-la-fièvre-de-la-planete/>